

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Sonnenenergie</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Studien / Statistiken</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2024</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ackermann, Marco  
Berclaz, Philippe  
Bernhard, Laurent  
Dupraz, Laure  
Eperon, Lionel  
Freymond, Nicolas  
Mach, André  
Ziehli, Karel  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Berclaz, Philippe; Bernhard, Laurent; Dupraz, Laure; Eperon, Lionel; Freymond, Nicolas; Mach, André; Ziehli, Karel; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Sonnenenergie, Studien / Statistiken, 1991 - 2023*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	1
Energie	1
Energiepolitik	1
Wasserkraft	1
Alternativenergien	1
Umweltschutz	3
Klimapolitik	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>BFE</b>	Bundesamt für Energie
<b>KEV</b>	Kostendeckende Einspeisevergütung
<b>EVED</b>	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
<b>ETHL</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
<b>FH</b>	Fachhochschule
<b>WWF</b>	World Wide Fund for Nature
<b>ETHZ</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
<b>BWW</b>	Bundesamt für Wasserwirtschaft
<b>VSE</b>	Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

---

<b>OFEN</b>	Office fédéral de l'énergie
<b>RPC</b>	Rétribution à prix coûtant du courant injecté
<b>DFTCE</b>	Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie
<b>EPFL</b>	École polytechnique fédérale de Lausanne
<b>HES</b>	Haute école spécialisée
<b>WWF</b>	World Wide Fund for Nature
<b>EPFZ</b>	École polytechnique fédérale de Zürich
<b>OFEE</b>	Office fédéral de l'économie des eaux
<b>AES</b>	Association des entreprises électriques suisses

# Allgemeine Chronik

## Infrastruktur und Lebensraum

### Energie

#### Energiepolitik

Das BFE liess Ende 2018 in seinem jährlich erscheinenden Monitoringbericht verlauten, dass die Umsetzung der im Jahre 2017 vom Schweizer Stimmvolk angenommenen **Energiestrategie 2050 auf Kurs** sei. Dazu analysierte das Bundesamt rund 40 Indikatoren in sieben verschiedenen Themenfeldern. Nebst diesem Monitoring erfolgt alle fünf Jahre eine vertiefte Berichterstattung des Bundesrates zuhanden des Parlaments. Positiv entwickelt hat sich der Gesamtenergieverbrauch pro Kopf, der trotz wachsender Bevölkerung und wirtschaftlicher Entwicklung zurückgegangen ist. Der bis ins Jahr 2020 erwünschte Rückgang im Gesamtenergieverbrauch pro Kopf um minus 16 Prozent gegenüber dem Basisjahr 2000 wurde bereits Ende 2017 erreicht. Die NZZ sprach in diesem Zusammenhang von einer «Entkoppelung von Verbrauch und Bevölkerungswachstum». Ebenfalls positiv entwickelt haben sich die Fotovoltaik und die Stromproduktion aus Kehrrechtverbrennungsanlagen, bei denen ebenfalls ein Zuwachs angestrebt worden war. Nicht auf Kurs sei die Schweiz aber Zeitungsberichten zufolge bei der Steigerung der Energieproduktion aus Windenergie und Tiefengeothermie.

Mit etwas kritischerem Blick betrachtete jedoch beispielsweise der Tages-Anzeiger die Publikation. So sei zwar der Energieverbrauch pro Kopf gesunken und somit die Energieeffizienz gestiegen, nicht aber der Gesamtstromverbrauch; dieser sei angestiegen, da die Wirtschaft und die Bevölkerung insgesamt gewachsen seien und verstärkt Elektrizität – beispielsweise beim Antrieb von Elektroautos – als Energiequelle verwendeten.<sup>1</sup>

#### Wasserkraft

Une expertise mandatée par l'Office fédéral de l'économie des eaux (OFEE) est parvenue à la conclusion que sur l'ensemble des moyens de production d'électricité (centrales nucléaires, centrales hydrauliques, photovoltaïque, énergie éolienne), **les aménagements hydro-électriques présentent le meilleur rapport** entre la quantité d'énergie qu'ils fournissent et la quantité d'énergie nécessaire de leur construction à leur élimination comparativement aux autres installations passées sous la loupe.<sup>2</sup>

#### Alternativenergien

Une étude commandée par le DFTCE a montré que **l'huile de colza pouvait être transformée relativement facilement en un carburant diesel de qualité**. La production d'un tel carburant, peu polluant, pourrait permettre de résoudre certains problèmes d'écoulement des surplus agricoles. Un premier bus au colza est entré en fonction cette année à Zurich. Cependant, le prix du diesel à base de colza reste prohibitif (CHF 4 à 5 par litre); sa production à plus large échelle nécessiterait un soutien financier important de la Confédération. D'autre part, le WWF a contesté les qualités écologiques de ce carburant qui ne contribuerait que très modestement à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.<sup>3</sup>

La Confédération a décidé de consacrer CHF 700'000 à la réalisation d'**une étude de faisabilité concernant l'utilisation de l'eau chaude issue des tunnels suisses (géothermie)** à des fins de chauffage. Mené dans le cadre du programme Energie 2000, ce projet intitulé «Energie thermique des tunnels» devrait durer deux ans et demi.<sup>4</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 20.12.2018  
MARCO ACKERMANN

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 09.08.1996  
LIONEL EPERON

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 29.05.1991  
ANDRÉ MACH

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 21.07.1995  
LIONEL EPERON

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 24.08.1999  
LAURE DUPRAZ

L'Institut pour le climat, l'environnement, l'énergie à Wuppertal a **étudié les conséquences concrètes que l'initiative populaire dite solaire aurait sur l'emploi et sur les technologies énergétiques**. L'étude a été mandatée par le groupe de travail «Solar 91» et cofinancée par l'Office fédéral de l'énergie. L'initiative solaire réclame une taxe incitative sur les énergies non renouvelables de 0.5 ct/kWh jusqu'en 2020, qui rapporterait CHF 880 millions annuellement. Le produit serait utilisé pour encourager l'énergie solaire et une utilisation rationnelle de l'énergie. L'étude a envisagé deux scénarios. Premièrement, si le produit de la taxe était entièrement utilisé pour encourager des économies d'énergie, on pourrait envisager jusqu'en 2020 la création de 207'000 postes de travail supplémentaires. Second scénario: si au contraire la totalité de la somme était destinée aux technologies pour les énergies renouvelables, environ 85'000 nouveaux postes de travail seraient créés. L'initiative étant un compromis des deux scénarios, l'étude a estimé à 145'000 le nombre d'emplois créés d'ici à 2020. Rappelons que les deux Chambres fédérales ont rejeté l'initiative et décidé un contre-projet avec une taxe énergétique de 0.3 ct/kWh. <sup>5</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.2001  
PHILIPPE BERCLAZ

La production suisse d'**énergie solaire** a progressé en 2001 de 1000 mégawatts (MW) par heure pour atteindre un total de 11 000 MW/h. Durant l'année sous revue, environ 125 installations photovoltaïques d'une puissance de 1,9 MW/h ont été connectées au réseau électrique helvétique. La Suisse dispose ainsi d'environ 1'450 installations, pour une puissance globale de 15 MW. <sup>6</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 10.01.2007  
NICOLAS FREYMOND

Une étude de l'Académie suisse des sciences techniques publiée au début de l'année sous revue estime que **l'offre en énergies renouvelables pourrait doubler d'ici à 2050** et représenter un bon tiers de la consommation actuelle. Ces énergies sont donc appelées à jouer un rôle essentiel à l'avenir à condition que la consommation globale soit stabilisée durablement. Dans l'hypothèse où les objectifs du scénario « Société 2000 Watts » sont atteints en 2050, les énergies renouvelables fourniraient alors trois quarts de l'énergie requise. Les experts soulignent cependant que, si ce scénario est raisonnable financièrement, sa réalisation exige que l'Etat s'engage et prenne des mesures d'accompagnement. La première mesure à prendre, selon eux, consiste à imposer le standard Minergie pour toute nouvelle construction. <sup>7</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 14.09.2012  
LAURENT BERNHARD

Dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, le Conseil fédéral souhaite augmenter fortement la production d'électricité issue de sources d'énergies renouvelables. Selon un rapport présenté par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) en septembre de l'année sous revue, son **potentiel pourrait être davantage exploité**. Le rapport a mentionné plusieurs facteurs qui entravent son développement. D'une part, les procédures d'autorisation entraînent souvent en longueur et l'acceptation sociale envers les énergies alternatives fait parfois défaut. D'autre part, les moyens limités en faveur de la promotion, notamment quant au mécanisme en vigueur de la rétribution à prix coûtant (RPC), ont pour conséquence de retarder les projets. <sup>8</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 23.10.2012  
LAURENT BERNHARD

Depuis 2009, la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables est encouragée en Suisse par le biais de la **rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC)**. Une évaluation externe commandée par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a conclu que les modalités de la RPC étaient conformes aux prescriptions législatives et que leur mise en œuvre fonctionnait bien. Dans sa forme actuelle, la RPC permet d'atteindre l'objectif, visé par la loi sur l'énergie, de produire 5400 gigawattheures (GWh) supplémentaires d'électricité renouvelable d'ici 2030. En revanche, le rapport a mis en lumière un potentiel d'amélioration en matière d'efficacité. En effet, 26 à 33 % des projets ont profité d'un effet d'aubaine puisque leur installation aurait été de toute façon construite ou rénovée sans le soutien de la RPC. Par ailleurs, la complexité de l'instrument génère des frais d'exécution substantiels. En 2010, ces frais ont été estimés à près de 7% du total des fonds d'encouragement. <sup>9</sup>

Alors que les risques de pénurie d'électricité et la hausse des prix de l'énergie occupent le haut de l'affiche, un sondage a révélé que **la population suisse est favorable au développement du photovoltaïque**. Concrètement, près de 80 pour cent des Helvètes sont prêts à payer plus que les CHF 40 de moyenne du supplément réseau, afin que cette manne financière additionnelle soit allouée au développement du photovoltaïque.

Ce résultat fait également écho aux discussions sur la nécessité d'équiper les bâtiments rénovés de panneaux solaires, d'utiliser toutes les surfaces, et notamment celles le long des routes et des voies de chemin de fer, ou encore aux études qui démontrent que la Suisse n'exploite qu'une fraction de l'énergie solaire potentielle. D'après ces études, la Suisse pourrait produire environ 14 fois plus d'énergie solaire.<sup>10</sup>

## Umweltschutz

### Klimapolitik

Selon une étude menée conjointement par la HES-SO Valais et l'EPFL, **la Suisse pourrait atteindre l'indépendance énergétique d'ici à 2050** en développant le potentiel restant en énergies renouvelables, garantissant ainsi la **neutralité carbone** de l'énergie. Selon les modèles éprouvés par l'étude, ce système serait également 30 pour cent moins coûteux que le modèle d'approvisionnement énergétique que connaît la Suisse aujourd'hui (année de référence: 2020). Pour atteindre cet optimum économique, il s'agirait de couvrir deux-tiers des toits suisses en panneaux solaires pour la production estivale et de se reposer sur l'hydraulique, la biomasse et l'éolien pour la production hivernale. Dans cette projection, l'extension de la capacité de l'énergie éolienne occupe une grande place, alors que la Suisse ne compte que très peu de pales en activité.

La publication de cette étude intervient en pleine campagne sur la loi sur le climat, ce qui n'a pas manqué de faire du bruit dans les médias. Interviewé par le quotidien 24 Heures, François Maréchal, qui a corédigé l'étude, affirmait sans ambages qu'il votera en faveur de cette loi, vue comme un «engagement vers plus d'efficacité, moins de dépendance et plus de sécurité d'approvisionnement», ajoutant que «l'industrie du fossile, qui a été dispensée du principe du pollueur-payeur, serait trop contente de nous garder comme clients captifs et dociles.» Alors que les référendaires brandissent une autre étude projetant – selon les scénarios les plus extrêmes – que le tout électrique pourrait faire bondir la facture des habitant.e.s, cette présente étude scénarise, au contraire, une baisse assez importante des coûts. François Maréchal explique ainsi que sortir du fossile, c'est également se départir d'une forte dépendance à des énergies dont le prix fluctue énormément et est impossible à influencer. CHF 4 à 11 milliards sont dépensés chaque année pour les énergies fossiles; une somme qui pourrait être investie dans la transition énergétique et le financement de nouvelles infrastructures. A cela s'ajoute le fait que l'énergie renouvelable est bien moins coûteuse et bien plus efficace, selon le chercheur de l'EPFL.

Une autre étude publiée dans la même période de temps par le «Centre de la science de l'énergie» de l'EPFZ va dans la même direction, planchant dans ses scénarios sur un échange d'électricité avec les pays voisins – ceux-ci pouvant livrer de l'énergie à la Suisse en hiver grâce à l'énergie éolienne – en plus d'une augmentation de la production indigène.

Il a été reproché aux auteurs de ces études de les publier en pleine campagne de votation. Les auteurs de la première justifie ce timing par un retard pris lors de la publication – qui aurait déjà été envisageable en février. Les seconds expliquent avoir lancé leurs réflexions lorsque la guerre en Ukraine a éclaté, avec la crainte de voir les investissements pour l'environnement fondre, alors même que ces investissements dans les énergies renouvelables sont nécessaires pour «parvenir à un système énergétique moins vulnérable», selon Gianfranco Guidati de l'EPFZ.

Un sondage effectué par Gfs.bern, pour le compte de l'Association des entreprises électriques suisses (AES), montre qu'une majorité écrasante de la population est attachée au développement des énergies renouvelables. Ainsi, 97 pour cent soutiennent les installations solaires sur les bâtiments et les façades. Ce taux atteint 87 pour cent pour l'énergie hydraulique, tandis que les éoliennes sont approuvées par 76 pour cent des personnes interrogées. Ces questions occupent actuellement le Parlement qui traite tant le «Mantelerlass» que l'accélération des procédures pour les projets éoliens et hydrauliques.<sup>11</sup>

- 1) Medienmitteilung BFE vom 20.11.18; AZ, BaZ, CdT, Lib, NZZ, SGT, TA, 21.11.18; AVF, 22.11.18
- 2) Presse du 9.8.96.
- 3) Dém, 30.3.91; Bund, 16.4.91; BaZ, 29.5.91.
- 4) Presse du 21.7.95.
- 5) BaZ, 24.8.99.
- 6) LT, 11.5.02.
- 7) LT, 10.1.07.
- 8) Communiqué de l'OFEN du 14.9.12; NZZ, 15.9.12.
- 9) Communiqué de l'OFEN du 23.10.12; AZ, 24.10.12.
- 10) LT, TA, 6.5.22; AZ, 7.5.22; TA, 18.5.22; 24H, 23.5.22; SGT, 17.6.22; CdT, 15.7., 16.7.22
- 11) Schnidrig et al. 2023; LT, Lib, 1.6.23; NZZ, 2.6.23; Lib, 7.6.23; 24H, 12.6.23